

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Avril 2010

SOMMAIRE

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	10
Amérique du Nord	12
Asie	13
Europe	15
Méditerranée	16
Culture	22
Tourisme	24
Développement durable	25
Institutions européennes	26
CGLU	29
Etudes	31
Actualités	32
Agenda	33
Publications	35

L'éducation au développement et la coopération décentralisée

Si l'éducation au développement était autrefois le fait d'ONG et de l'Education nationale, aujourd'hui, la Semaine de solidarité internationale, temps fort emblématique, a une place majeure dans l'agenda des collectivités territoriales engagées dans la coopération décentralisée.

Fortement investie dans cette évolution, Cités Unies France a organisé, le 25 mars, avec la plate-forme d'éducation au développement et à la solidarité internationale EDUCASOL, une journée dédiée à cette approche, rassemblant 90 représentants de collectivités territoriales, de toute taille et catégorie, et d'associations. Un franc succès !

La journée a été l'occasion de présenter le « Manuel à destination des collectivités territoriales sur l'éducation au développement et la solidarité internationale », publié dans la collection « Réflexions » de Cités Unies France et fruit d'une collaboration avec EDUCASOL, longue de deux ans.

Le manuel donne des exemples de la créativité dont témoignent les collectivités territoriales, avec les acteurs de leurs territoires.

L'éducation au développement est effectivement un moyen pour les collectivités d'ancrer leur coopération décentralisée dans

leur territoire et plus largement, de jeter un pont entre préoccupations mondiales et locales.

Les collectivités et Cités Unies France sont de plus en plus nombreuses à s'investir dans des campagnes, telles que la Semaine de Solidarité internationale, Alimenterre, ou encore, autour des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), cherchant toujours une approche spécifique. Ainsi, le président de Cités Unies France, Charles Josselin, a obtenu le soutien du conseil mondial de Cités et Gouvernements locaux unis pour que CGLU défende à New York, en septembre (sommet OMD+10), l'inscription d'un neuvième objectif aux OMD : celui de la gouvernance locale.

Les interrogations sur l'effort de l'aide au développement, ou sur la notion de développement tout court, se multiplient. Les collectivités territoriales peuvent jouer un rôle particulier pour organiser le dialogue avec leurs populations, sensibiliser pour inciter à agir.

L'accord de partenariat, signé ce mois-ci par CUF avec l'Agence française de Développement, a inscrit cette dimension.

Enfin, le Forum de la coopération internationale des collectivités locales, début juillet, au Palais des Congrès, sera une nouvelle l'occasion d'y revenir.

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Mission au Bénin, du 25 février au 3 mars 2010

La présidente du groupe-pays Bénin s'est rendue au Bénin, du 25 février au 3 mars inclus. Cette mission à Cités Unies France, effectuée avec Astrid Frey du pôle Afrique et Blandine Faucon-Diène, responsable des relations internationales à la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, avait pour objectif d'avancer dans la préparation des prochaines Assises ou Ateliers de la coopération décentralisée franco-béninoise et de s'imprégner du paysage institutionnel béninois en 2010. La préparation de ces rencontres paraît en bonne voie et les dates des 8 et 9 juin, au Bénin, ont été avancées. Le groupe-pays Bénin poursuit leur préparation, élargi aux autorités béninoises et françaises, à Paris et avec son pendant, le comité de pilotage, au Bénin.

La prochaine réunion du groupe-pays Bénin se tiendra le 5 mai.

Pendant la mission se sont déroulées les commémorations des 20 ans de la conférence nationale des forces vives (février 1990), moment fondateur du système étatique de la République du Bénin d'aujourd'hui. Dans un autre registre, la grève prolongée des enseignants s'est soldée par une augmentation de 300% de leurs salaires, mais le risque d'une année blanche pour les élèves est réel.

BURKINA FASO

Président : Jean-Bernard Damiens, vice-président du conseil régional du Limousin

Rappel : Réunion du groupe-pays Burkina Faso le 9 avril

Principalement à l'ordre du jour de cette prochaine réunion du groupe-pays, la restitution finale de l'évaluation de la coopération décentralisée franco-burkinabè, réalisée en 2009, à la demande du Délégué à l'action extérieure des collectivités territoriales.

Seront également abordés, sous la présidence de Jean-Bernard Damiens, l'actualité du Burkina Faso, l'appel à projets 2010-2012 du MAEE et les co-financements européens.

Programme d'activités 2010 de l'Ambassade du Burkina Faso en France

15 mai 2010 : Journée de la coopération décentralisée

L'Ambassade organise la traditionnelle « Journée de la coopération décentralisée », samedi 15 mai. Cette année, la journée aura pour thème : « Quelles synergies entre acteurs agissant au Burkina Faso pour un développement durable ? » et sera organisée en partenariat avec le groupe-pays Burkina Faso.

Contact :

Apollinaire Baghnyan, chef du service des Relations Publiques, de l'animation et du Tourisme,
Ambassade du Burkina Faso en France

Tel.: 01 43 59 74 92, Fax: 01 42 56 50 07,

Courriel : yamneyam@hotmail.com ; www.ambaburkina.fr

Le programme est téléchargeable sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1009>

ACTUALITÉS BURKINA FASO

21 novembre 2010 : élection présidentielle au Burkina Faso

Le premier tour de l'élection du Président du (Burkina) Faso est fixé au dimanche 21 novembre 2010", indique un compte-rendu du conseil des ministres transmis à l'Agence France Presse. Cette réunion, présidée mercredi par le président Blaise Compaoré, a également fixé la période du 1^{er} au 21 mars 2010 pour l'établissement des listes électorales.

(Source : AFP)

MALI

Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, maire de la Flèche

Coopération intercommunale

Les 20 et 21 mars 2010, les responsables des mairies des communes rurales de Sangarébougou, Baguinéda, Safo (dans le cercle de Kati) et Nossombougou (cercle de Kolokani) et les sous-préfets de Nossombougou et Baguinéda, sur initiative de la Coalition des alternatives africaines dette et développement (Cad) Mali et avec le soutien d'Oxfam solidarité Belgique, ont tenu leur première rencontre d'intercommunalité à Nossombougou.

La tenue de cette réunion d'échange rentre dans le cadre du Programme de mobilisation citoyenne à la base de (Cad) Mali qui vise à amener les populations à revendiquer auprès de leurs autorités politico-administratives locales et leurs gouvernements de meilleurs services garantissant une éducation de base de qualité et des infrastructures scolaires et sanitaires adéquates. Il s'agit pour la Cad-Mali de lutter pour que les populations aient accès aux services sociaux de base.

L'exposition : « Mali au féminin », à Rennes, du 16 mars au 3 octobre 2010

Le Musée de Bretagne présente une exposition sur l'engagement des femmes et leur contribution à la dynamique de développement du Mali. L'exposition se tient aux Champs libres à partir du 16 mars au 3 octobre 2010.

« Mali au féminin » présente, à travers le prisme de la femme, une photographie contemporaine

de la société malienne. Le Musée de Bretagne propose de (re-)découvrir un territoire avec lequel les collectivités de la région ont tissé de nombreux liens : la Ville de Rennes est jumelée avec le Cercle de Bandiagara et le conseil général d'Ille-et-Vilaine avec la région de Mopti. Plus de quatre-vingt-dix associations de jumelage ou de coopération sont également recensées en Bretagne.

La ville de Rennes est partenaire de la programmation culturelle et accueille plusieurs délégations maliennes, parallèlement à l'exposition, au mois de mars, puis en juin 2010.

Pour plus d'informations sur l'exposition et la programmation culturelle :

<http://www.mali-feminin.fr>

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la Communauté de communes Faucigny Glières

Rappel : la prochaine réunion du groupe-pays Niger se tiendra le jeudi 8 avril

Elle portera principalement sur les évolutions des situations alimentaire et politique au Niger.

ACTUALITÉS NIGER

12 mars 2010 : Ordonnance qui rend "inéligibles" les militaires, les para-militaires et les ministres aux prochaines élections

Le chef de la junte du Niger, le chef d'escadron Salou Djibo, a signé un ordonnance qui rend "inéligibles" les militaires, les para-militaires et les ministres aux prochaines élections, indique la radio d'Etat. "L'inéligibilité s'applique particulièrement au président du Conseil suprême de restauration de la démocratie (CSRD-junte) et ses membres", précise l'ordonnance lue sur les ondes de la Voix du Sahel. La radio précise que la mesure s'applique également "au Premier ministre et aux ministres du gouvernement de transition". Les gendarmes, les policiers, les agents des Forces nationales d'intervention et de sécurité (FNIS, ex-garde républicaine), ceux des Eaux et Forêts et les douaniers ne seront pas non plus candidats aux futures élections. "Aucune dérogation" ne saurait être accordée aux personnes visées, a insisté la radio.

La junte nigérienne n'a pas encore fixé la durée de la transition ouverte depuis le coup d'Etat qui a renversé le président Mamadou Tandja, le 18 février.

Les dates des élections à l'issue desquelles elle a promis de rendre le pouvoir aux civils ne sont pas non plus connues.

Par une autre ordonnance, le chef d'escadron Salou Djibo a interdit aux responsables des gouvernorats, des préfectures ainsi qu'aux chefs traditionnels de mener "des activités politiques partisans" durant la transition. Très influents auprès des populations, les chefs traditionnels avaient joué un rôle important dans le référendum constitutionnel très controversé d'août

qui avait permis à Mamadou Tandja de prolonger de trois ans son dernier quinquennat qui expirait le 22 décembre 2009. Mercredi (10 mars), la junte a nommé des militaires à la tête de sept des huit gouvernorats du pays dirigés par des civils avant le coup d'Etat.

(Source : AFP)

La junte militaire au Niger a donné les "garanties nécessaires" pour un retour à l'ordre constitutionnel et une nouvelle constitution sera élaborée, a déclaré dimanche Mohamed Ibn Chambas, président de la Commission de la Cédéao. "Avec les membres de la junte nous avons discuté de comment faire pour que le pays retrouve dans les plus brefs délais une vie constitutionnelle normalisée", a indiqué le président de la Commission de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao). "Ils nous ont donné les garanties nécessaires et tout ceci va se faire avec la participation de la société civile et des partis politiques (...) Il y a un dialogue qui va s'installer avec toutes les forces vives de la nation qui va aboutir à l'élaboration d'une nouvelle constitution et une période de transition", a poursuivi M. Chambas. Il s'exprimait à l'issue d'une rencontre à Niamey avec les putschistes qui ont pris le pouvoir jeudi. M. Chambas est arrivé dans la capitale nigérienne dans la matinée avec Saïd Djinnit, représentant du secrétaire général de l'ONU en Afrique de l'Ouest, basé à Dakar, et Ramtane Lamamra, Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine. Durant l'entretien avec les militaires putschistes, cette délégation internationale a aussi "reçu des garanties sur le fait que les membres de l'ancien régime ainsi que l'ancien président sont bien traités et dans de bonnes conditions de vie", a indiqué M. Chambas. M. Chambas, Djinnit et Lamamra, qui avaient rencontré dans l'après-midi des représentants de la société civile, de partis politiques et des diplomates, devaient quitter le Niger en fin de journée.

(Source : <http://www.republicoftogo.com/Toutes-les-rubriques/Afrique/Optimisme-a-Niamey> 21/02/2010)

SENEGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille et conseillère communautaire de Lille Métropole Communauté urbaine

Vers les premières Assises sénégal-européennes de la coopération décentralisée

Le groupe-pays Sénégal s'est réuni sous la présidence de Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille et conseillère communautaire de Lille Métropole Communauté Urbaine, le 18 mars 2010.

Une attention particulière doit être accordée à la participation de l'Ambassade du Sénégal, de l'Association des Régions du Sénégal (ARS), de l'Association des Maires du Sénégal (AMS), et de l'Association des Villes et des Communes de la Région Bruxelles Capitale (AVCB).

Cette réunion a fait l'objet d'une très forte mobilisation (plus de 60 personnes ayant participé), dans la perspective des premières assises Sénégal-Européennes qui se tiendront, à Dakar, en octobre 2010.

Elle a, en effet, été l'occasion d'échanger sur les différentes thématiques qui pourraient faire l'objet d'ateliers. Les propositions détaillées de ces ateliers sont présentées dans le compte rendu de la réunion, disponible sur le site Internet de Cités Unies France.

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, vice-présidente de la communauté de communes de la Côte Roannaise

Prochaine mission au Togo de la présidente du groupe-pays

Madame Papot-Liberal se rendra au Togo en avril prochain avec pour principaux objectifs de :

- s'informer auprès des autorités togolaises en charge de la décentralisation du calendrier des collectivités togolaises pour 2010 et les années à venir, suite à l'élection présidentielle du 4 mars ;
- d'enquêter du contexte, politique, économique et social du pays ;
- rencontrer les représentants de l'Association des jumelages franco-togolais (AJFT) pour dresser un bilan des activités du programme concerté au Togo, suite au comité de pilotage du 24 novembre 2009 ;
- discuter du projet d'assises de la coopération décentralisée, envisagées mais non confirmées par l'ambassade de France et les autorités togolaises.

La présidente du groupe-pays se rendra également dans l'intérieur du pays, à Pagouda, Kpalimé, Anié, Yaka, Bassar et Dapaong.

ACTUALITÉS TOGO

La Cour constitutionnelle du Togo a confirmé jeudi la réélection du président sortant Faure Gnassingbé, lors de l'élection présidentielle du 4 mars 2010

La Cour constitutionnelle du Togo a confirmé jeudi la réélection du président sortant Faure Gnassingbé, lors de la présidentielle du 4 mars, dont les résultats ont été contestés par l'opposition, a constaté l'AFP. "Faure Gnassingbé, ayant obtenu le plus grand nombre de voix, doit être déclaré président de la République", a annoncé le président de la Cour constitutionnelle Aboudou Assouma. "Cette proclamation est définitive, et clôt toutes les opérations électorales", a-t-il poursuivi lors d'une cérémonie officielle. (...)

(Source : AFP)

AFRIQUE

Rapport de la Banque Mondiale : la « corruption discrète » entrave le développement de l'Afrique

La « corruption discrète » est profonde et très répandue en Afrique et a des effets

disproportionnés sur les pauvres, donc des conséquences à long terme sur le développement, selon un nouveau rapport de la Banque mondiale, qui définit le phénomène comme le manquement des fonctionnaires au devoir de fournir les biens ou services financés par les administrations publiques.

Les auteurs du rapport, intitulé Indicateurs du développement en Afrique 2010, notent que la plupart des études sur la corruption se concentrent sur les types de corruption caractérisés par des échanges d'argent sous la forme de pots-de-vin versés aux personnalités politiques influentes et aux fonctionnaires. Le rapport en question se concentre plutôt sur la façon dont la « corruption discrète » conduit les populations à compter de moins en moins sur les systèmes de prestation de services, ce qui incite les familles à s'en détourner. La corruption discrète, bien qu'elle soit d'une ampleur monétaire moindre que celle d'autres formes de corruption, a néanmoins des conséquences particulièrement préjudiciables sur les pauvres, qui sont singulièrement vulnérables et très dépendants des services publics pour satisfaire leurs besoins les plus élémentaires.

Le rapport rassemble des données et des études sur la corruption discrète dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'agriculture.

Les Indicateurs du développement en Afrique 2010 comprennent aussi des indicateurs économiques, des tableaux et une analyse expliquant pourquoi la corruption discrète entrave à ce point la réalisation d'objectifs de développement à long et à court terme. Des solutions sont proposées, mais on espère surtout que le fait de braquer les projecteurs sur le problème de la corruption discrète amorcera un débat plus vaste et accélérera la recherche de solutions.

Outre l'étude sur la corruption discrète, les Indicateurs du développement en Afrique contiennent le recueil de données sur l'Afrique le plus détaillé qui soit disponible en un seul volume. Le rapport comprend plus de 450 indicateurs macroéconomiques, sectoriels et sociaux portant sur 53 pays africains.

Le rapport est disponible à l'adresse suivante : www.worldbank.org/adi

AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Rappel : Appel à projet 2010 CFSI/Fondation de France : Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest

Les agriculteurs ouest-africains et leurs organisations doivent relever un triple défi avec leurs partenaires de coopération : réduire la sous-alimentation, assurer aux paysans un revenu digne et répondre aux exigences de gestion durable des ressources naturelles. La Fondation de France et le Comité français pour la solidarité internationale (CFSI) se sont associés pour lancer en 2009 un nouveau programme de renforcement de l'agriculture familiale en Afrique subsaharienne, recentré à partir de 2010, sur l'Afrique de l'Ouest.

Les projets sont à déposer **avant le 7 avril 2010**. Les collectivités ne sont pas éligibles en direct. Le sont en revanche, les associations partenaires d'actions de coopération décentralisée.

Contact :

Anne-Françoise Taisne, CFSI

<http://www.cfsi.asso.fr/netkali/CFSI.aspx?IdItem=135&IdDoc=263>

Sortie de l'ouvrage « Coopération décentralisée et alimentation en Afrique : agriculture et développement rural »

En 2008, les « émeutes de la faim » en Afrique et dans le monde interpellent les collectivités réunies au sein des groupes-pays de Cités Unies France.

Pour répondre à leur souci de disposer de clés de compréhension et d'analyse utiles à leur action, le Comité Français pour la Solidarité Internationale et Cités Unies France lancent une réflexion sur les enjeux, méthodes et pratiques de coopération décentralisée en matière d'appui à l'agriculture, au développement rural et à l'alimentation en Afrique.

Cet ouvrage à vocation pédagogique est le fruit de ces travaux. Pour aller plus loin, voir également le nouvel espace thématique dédié à Sécurité alimentaire sur le site de CUF :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique102>

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui, chargée de mission (Mali, Burkina Faso, Niger, Togo)

Courriel : c.koukoui@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Mauritanie, Bénin, Madagascar)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Sénégal)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes

Conférence internationale des villes et régions du monde pour la reconstruction à Haïti

En amont de la Conférence Internationale des Donateurs pour Haïti qui aura lieu à New York, le 31 mars 2010, quatre conférences sectorielles ont été organisées, sous l'égide des Nations Unies, pour préparer l'événement : les entreprises privées, la diaspora, les ONG et les collectivités territoriales.

Le gouvernement français a reçu des Nations Unies le mandat d'organiser la Conférence internationale des villes et régions du monde pour la reconstruction à Haïti, qui s'est tenue à Fort-de-France en Martinique, le 23 mars 2010. Cette conférence s'est articulée autour d'un débat en séance plénière sur la déconcentration et la décentralisation, et autour de cinq ateliers sur le développement urbain et l'aménagement du territoire, les ressources humaines, les finances locales, le développement économique local, la mutualisation et la coordination.

Les maires haïtiens ont travaillé en amont ces six thématiques dans des ateliers départementaux. Ils se sont mis d'accord sur une plateforme portant sur l'évaluation et les recommandations. Ils ont élaboré un document qui a servi de base pour la discussion des ateliers lors de la Conférence. Selon Didier Le Bret, Ambassadeur de France en Haïti, qui s'est exprimé dans le quotidien « France Antilles » du 24 mars 2010 : « La Conférence d'aujourd'hui n'est pas une conférence du Nord vers le Sud, mais il s'agit d'entendre les élus haïtiens pour savoir comment ils voient la reconstruction ».

A l'issue de la Conférence, quelques idées forces ont été dégagées en vue de la réunion de New York : les collectivités territoriales haïtiennes sont des acteurs de premier plan dans la reconstruction et la refondation de leur pays. Le plan stratégique de développement pour Haïti qui sera adopté à New York doit reconnaître la coopération décentralisée comme un mécanisme important d'appui à la reconstruction d'Haïti et inclure une ligne de financement spécifique pour les collectivités territoriales haïtiennes et la coopération décentralisée. La coopération décentralisée doit être organisée par les associations nationales des pays donateurs, et concertée au plan international par Cités et gouvernements locaux unis (CGLU) en lien étroit avec l'Association internationale des maires francophones (AIMF). La reconstruction d'Haïti doit déboucher sur le renforcement de la cohésion sociale et à travers la lutte contre les inégalités.

Plus de deux cents participants d'une dizaine de pays (Bénin, Brésil, Canada, Pays-Bas, Etats-Unis, Espagne, Mali, Japon) dont une importante délégation française et haïtienne, se sont réunis à Fort-de-France. Du côté haïtien, Paul-Antoine Bien-Aimé, ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales et une délégation d'une quarantaine de maires et de présidents des associations de collectivités territoriales, ont participé.

Marie-Luce Penchard, ministre de l'Outre-Mer, et Alain Joyandet, secrétaire d'Etat à la Coopération et à la Francophonie, ont présidé la séance d'ouverture. Cités Unies France était représenté par son président, Charles Josselin, et le président du groupe-pays Haïti, Christian Dupuy, maire de Suresnes.

Fonds « Solidarité Haïti »

Cités Unies France a enregistré la somme de 248 850 euros, correspondant aux dons d'une cinquantaine de collectivités françaises, au crédit du compte « Solidarité Haïti », en date du 25 mars 2010. Une première réunion du comité des donateurs sera convoquée dès qu'une mission technique aura eu lieu en Haïti.

Observatoire de coopération décentralisée Union européenne - Amérique latine

Formation pour les responsables des relations internationales

Dans le cadre de l'Observatoire de Coopération Décentralisée Union européenne - Amérique latine, la *Diputación* de Barcelone (Espagne), avec la municipalité de Montévidéo (Uruguay), a organisé la première session de formation adressée aux membres de gouvernements locaux.

Au cours de la semaine du 9 mars 2010, 25 responsables et chargés de relations internationales de villes uruguayennes se sont réunis dans le Centre de Formation de l'Agence Espagnole de Coopération Internationale au Développement (AECID) à Montévidéo. Ils ont travaillé sur le thème suivant : « *la coopération publique décentralisée après la Déclaration de Paris : approfondir les concepts, repenser les scénarios et redéfinir les enjeux à partir du local* ».

Cette initiative marque la volonté de reconnaître le rôle fondamental des agents de développement des gouvernements locaux dans la coopération décentralisée. Une seconde formation aura lieu en septembre prochain. La perspective est de poursuivre ce type de formation dans les autres centres de l'AECID, basés en Amérique latine.

Pour plus d'informations sur l'Observatoire de la Coopération Décentralisée Union européenne -Amérique latine : www.observ-ocd.org

Rio de Janeiro accueille le Forum Urbain Mondial

Le 5^{ème} Forum Urbain Mondial, organisé par ONU Habitat, s'est tenu du 22 au 26 mars 2010, à Rio de Janeiro, sur le thème « Droit à la ville, renforcer la cohésion urbaine ». Cités Unies France a participé à cet événement de portée internationale, qui cherchait à répondre aux enjeux de l'urbanisation rapide du monde.

La délégation française a été conduite par le sénateur Yves Dauge et a compté plus de 120 acteurs représentant la diversité de la coopération urbaine française, réunis au sein du Partenariat français pour la ville et les territoires (PFVT) : Etat, collectivités territoriales, professionnels, entreprises et bureaux d'études, organismes de recherche et de formation et ONG.

Le 5^{ème} Forum Urbain Mondial de Rio de Janeiro a accueilli près de 10 000 participants. Six grands thèmes ont été traités autour des sessions : « *Faire avancer le principe du droit à la ville* », « *Réduire le clivage urbain* », « *Egalité d'accès à la terre et au logement* », « *Diversité culturelle et identité dans les villes* », « *Gouvernance et participation* », « *Urbanisation durable et inclusive – se préparer à un environnement urbain en évolution* ».

Une Session spéciale du gouvernement brésilien s'est ouverte sur Haïti.

(Voir aussi la rubrique CGLU)

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission, pôle Amérique latine et Caraïbes

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

ETATS-UNIS

Président du groupe-pays : Roland Ries, maire de Strasbourg, sénateur du Bas-Rhin

Temps fort « Etats Unis », du 5 au 6 juillet

Dans le cadre du Forum de la Coopération internationale des collectivités locales, les 5 et 6 juillet, au Palais du Congrès de Paris, une conférence, un temps fort « Etats Unis » sera organisé. Des détails seront disponibles prochainement. Roland Ries, président du groupe, devrait y participer. Cynthia Ghorra-Gobin, directeur de recherche au CNRS et spécialiste des villes américaines, a donné son accord de principe pour intervenir.

Pour plus d'information :

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Etats-Unis)

Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

ARMENIE

Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne

Les Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne auront lieu à Erevan, le 7 et 8 octobre 2010.

La deuxième réunion du comité de pilotage a été organisée au Grand Lyon, le 3 mars dernier.

Les thématiques retenues pour ces Assises sont :

- l'apprentissage du français,
- la gouvernance locale et formation des cadres,
- le développement économique, le tourisme et le développement rural,
- la mutualisation des actions de coopération et dimension européenne de la coopération.

L'objectif de ces ateliers qui seront précédés d'une table ronde est de déboucher sur de nouvelles coopérations innovantes, de créer une véritable dynamique.

L'initiative de cette manifestation est née d'un double constat :

- l'existence en France d'une nombreuse communauté arménienne très souvent à l'origine des coopérations qui se sont instaurées entre les villes françaises et les villes arméniennes (on en compte près de 25) ;
- la volonté réciproque de voir la Francophonie se développer dans le cadre de ces nombreux échanges et partage d'expériences, relayé par la volonté politique des autorités arméniennes.

Les chefs de file pour l'organisation des tables rondes sont :

- Cités Unies France pour la thématique « mutualisation » entre les collectivités ;
- la région Rhône Alpes et la ville de Nice se proposent de porter la thématique « Développement économique, tourisme et développement rural » ;
- la ville de Clamart souhaite se mobiliser sur la thématique « Apprentissage du français », elle soutient les cours de français dans sa ville jumelle ;
- les villes de Bagnaux et de Valence s'inscrivent également pour la préparation de cet atelier en tant que co-chefs de file ;
- la ville de Lyon se propose de travailler sur la thématique « gouvernance locale et formation des cadres » - notamment en lien avec les autres villes « jumelées » avec Erevan. Proposition sera faite à la ville de Paris d'être chef de file - absente - mais intéressée par le sujet.

CHINE

Président : Jean Besson, président du Syndicat du département d'énergies de la Drôme, sénateur de la Drôme

Troisièmes assises de la coopération décentralisée franco-chinoise

Les Troisièmes assises de la coopération décentralisées franco-chinoise se dérouleront à Nankin, du 18 au 19 juin 2010. L'inscription pourra se faire sur le site www.rencontres-collectivites-entreprises-nanjing2010.com avant le 9 avril au plus tard.

INDE

Comme convenu lors des « Premières Assises de la coopération décentralisée franco-indienne », tenues du 15 au 17 janvier dernier, à New Delhi, Cités Unies France lancera prochainement les invitations pour une première réunion de ce qui deviendra le nouveau groupe-pays Inde.

JAPON

Deuxièmes Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée, les 12 et 13 mai 2010, à Kanazawa : la dernière réunion du Comité de pilotage

La cinquième et dernière réunion du Comité de pilotage français aura lieu le mercredi 28 avril 2010, du 15h00 à 17h00, au ministère des Affaires étrangères et européennes - Grande Salle à manger - Cabinet du Ministre - 37, Quai d'Orsay 75007 PARIS 07SP.

Pour plus d'informations, merci de consulter le site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article983>

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, conseiller municipal, Toulouse

Réunion du groupe-pays et préparation des huitièmes assises de la coopération décentralisées franco-vietnamienne

Fin avril - la date définitive sera communiquée rapidement - le groupe-pays Vietnam se réunira. Le point majeur à son ordre du jour sera la préparation des huitièmes assises de la coopération décentralisées franco-vietnamienne, prévues à Haiphong, les 5 et 6 novembre 2010. Une mission de préparation est prévue fin mai, début juin. Assises franco-vietnamiennes, prévues les 5 et 6 novembre prochains, à Haiphong.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)
Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie)
Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Nicolas Wit, directeur général adjoint (Chine, Inde)
Courriel : n.wit@cites-unies-france.org

BALKANS

Délégation de Cités Unies France dans les Balkans, du 12 au 17 avril 2010

En partenariat avec NALAS (Réseau des associations des collectivités locales du Sud-Est de l'Europe), le président de Cités Unies France se rendra en visite à Sarajevo, Belgrade et Pristina.

Dix-huit ans après l'éclatement de la Yougoslavie, les Balkans restent une source potentielle d'instabilité et un enjeu majeur pour la diplomatie européenne. Même s'il est indéniable que des progrès importants ont été accomplis, l'Union européenne doit remplir son engagement de faire adhérer, une fois les conditions réunies, tous les pays des Balkans. Si la Croatie est en bonne voie pour cela, les pays voisins craignent quant à eux que les promesses faites ne s'évanouissent.

En mai 2009, la violence qui a terni les élections en Macédoine nous a rappelé la fragilité d'un pays auquel il manque toujours un nom reconnu par la communauté internationale. Si, peu avant, les élections en Serbie ont donné un élan aux proeuropéens de ce pays, les forces nationalistes restent néanmoins puissantes, tout comme l'est le refus d'accepter la perte de la province du Kosovo qui reste toujours en quête d'une reconnaissance internationale devant des Nations Unies divisées à la suite de sa déclaration d'indépendance.

Cités Unies France anime, par le biais de ses groupes-pays, la coopération décentralisée franco-serbe, présidé par Alain Frémont, maire adjoint de la ville de Nevers et franco-croate.

Les collectivités territoriales françaises engagées dans les Balkans ne sont pas très nombreuses, en comparaison avec d'autres territoires, mais leur présence est historiquement bien établie et solide. Les Assises de Sofia de juillet 2008 ont clairement souligné l'intérêt des acteurs balkaniques et français en faveur d'un renforcement de la présence des collectivités territoriales françaises dans les Balkans.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Programme concerté Maroc : quelle place pour les collectivités locales dans la phase 3 ?

Le Programme Concerté Maroc (PCM), dans sa deuxième phase, prend fin au mois de juillet prochain. Depuis son lancement en 2006, il a progressivement orienté sa stratégie vers une participation accrue des collectivités territoriales marocaines et françaises. C'est dans ce contexte que Cités Unies France est entrée en qualité de membre permanent au Comité de Pilotage du PCM en 2008, représentée par Ginette Verbrugge, vice-présidente de la région Nord-Pas-de-Calais.

Il a parallèlement soutenu la mise en place de dynamiques de concertation pluri-acteurs au niveau de huit provinces marocaines, à travers un fond dédié au financement de projets territoriaux.

Cette stratégie menée au niveau territorial s'inscrit dans l'objectif général du Programme qui vise à soutenir la concertation entre acteurs de la société civile, représentants des pouvoirs publics et collectivités locales autour de la question de la jeunesse.

L'actuel comité de pilotage travaille à l'élaboration du document cadre du futur programme ; il a d'ores et déjà acté que le renforcement de son ancrage territorial et de la participation des collectivités seraient des priorités dans la définition de sa stratégie.

Afin de poursuivre la réflexion sur une meilleure implication des collectivités territoriales françaises et marocaines dans ce programme, une réunion des collectivités françaises engagées au Maroc et intéressées, dans le cadre de leur partenariat de coopération décentralisée, par les thématiques sus évoquées sera organisée **lundi 26 avril, de 10h00 à 13h00, à Cités Unies France**. La rencontre permettra de recueillir les remarques et contributions des collectivités afin de préciser les contours du futur programme dans lequel les collectivités auront un rôle renforcé.

ACTUALITÉS MAROC

Sommet Union européenne/Maroc

L'Union européenne et le Maroc ont tenu leur premier sommet commun depuis l'octroi en octobre 2008, du « statut avancé » au Maroc. Les discussions se sont déroulées à Grenade (Espagne), les 6 et 7 mars au cours desquelles les deux partenaires ont réaffirmé leur volonté « de mettre en place, à terme, un espace économique commun s'inspirant des normes qui régissent l'espace économique européen ». Le « statut avancé » a fait du Maroc un des partenaires privilégiés de l'UE et constitue un test pour l'élaboration de la politique de voisinage avec les pays proches de l'Europe.

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy a, à l'issue du sommet, tenu à

appeler le Maroc à faire « davantage de progrès dans le respect des valeurs fondamentales et des droits de l'homme », notamment sur la question du Sahara occidental. Le Premier ministre marocain a quant à lui adressé un message à l'Europe, au nom du Roi Mohamed VI, sur ce dossier, appelant à un « règlement politique du différend artificiel » sur la base de la proposition marocaine de large autonomie pour cette « région ».

TUNISIE

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère

Nouveau répertoire des coopérations décentralisées franco-tunisiens

Le répertoire des coopérations décentralisées franco-tunisiennes a été actualisé. Il présente les actions portées par 23 collectivités tunisiennes et françaises dans le cadre de leur coopération décentralisée. Sont notamment présentés les thématiques abordées, les acteurs engagés, les perspectives de nouveaux projets....

Cités Unies France remercie les collectivités territoriales ayant contribué à la réalisation de ce document. Elles recevront dans les semaines qui viennent un exemplaire du répertoire.

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Réunion du groupe-pays Liban, le 20 mai 2010

La prochaine réunion du groupe-pays Liban se tiendra le 20 mai prochain (date et lieu à confirmer). Elle précisera avec les acteurs concernés le contenu du projet concerté Liban. Pour rappel, ce projet concerté a pour objectif d'accompagner les villes libanaises dans la construction de leur décentralisation (les informations complémentaires sont disponibles sur le site de Cités Unies France).

Les collectivités du groupe-pays Liban recevront prochainement un courrier d'invitation précisant la date et le lieu de la réunion.

ISRAEL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Réunion du groupe-pays Israël, le 15 mars 2010

La réunion du groupe-pays Israël qui s'est déroulée le lundi 15 mars, dans les locaux de Cités Unies France, a permis de revenir sur les Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne (3 et 4 novembre 2009). Les participants ont souligné la réussite de cet événement

qui a été l'occasion de relancer les coopérations avec leurs partenaires israéliens. Au cours de la réunion, la ville de Bobigny a pu présenter l'événement organisé le 10 avril, en partenariat avec l'université Paris 13, qui sera l'occasion d'évoquer « les jeunes israéliennes et palestiniennes à l'épreuve du conflit ». Cette initiative en faveur de la paix dans la région est soutenue par Cités Unies France. Les présidents du groupe-pays Israël et du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (Charles Assouline et Claude Nicolet) évoqueront les relations entre collectivités françaises, israéliennes et palestiniennes.

La réunion du groupe-pays Israël a fait une large place à la jeunesse, thème très répandu dans les coopérations franco-israéliennes et qui constitue une forte demande de la part des collectivités israéliennes. Il a donc été décidé d'organiser la prochaine réunion du groupe-pays sur le thème de la jeunesse et de prévoir une mission en 2010 dédiée à cette question, afin d'établir un véritable programme jeunesse.

Le compte-rendu de la réunion est disponible sur le site de Cités Unies France.

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine (RCDP) : Claude Nicolet, conseiller communautaire de Dunkerque et conseiller régional de la Région Nord Pas-de-Calais

Signature d'une déclaration d'intention entre le conseil général de l'Isère et le Gouvernorat de Bethléem

Le conseil général de l'Isère a signé avec le Gouvernorat de Bethléem une déclaration d'intention, le 15 mars dernier, à Grenoble. Cette déclaration a pour objectif de préparer la première convention de coopération qui liera les deux institutions. Elle a été signée lors de l'accueil d'Abdulfatah Hamayel, Gouverneur de Bethléem, en Isère, du 10 au 17 mars 2010.

Événement : « Paix, Salam, Shalom - jeunes israéliennes et palestiniennes à l'épreuve du conflit », à l'IUT de Bobigny

Le samedi 10 avril, à partir de 14h00, l'IUT de Bobigny (Paris XIII) organise, en partenariat avec la ville de Bobigny, une rencontre intitulée « Paix, Salam, Shalom - jeunes israéliennes et palestiniennes à l'épreuve du conflit ».

Cet événement sera l'occasion pour différents acteurs (étudiants de différentes nationalités, enseignants, chercheurs, élus...) de se rencontrer et de dialoguer. La séance débutera par la présentation des avancées de la convention signée entre les universités Paris XIII, Ben Gourion et Al Quds et fera ensuite place au thème général de la journée, « les jeunes israéliennes et palestiniennes à l'épreuve du conflit ». Au cours de l'après-midi, Charles Assouline, président du groupe-pays Israël, et Claude Nicolet, président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine, viendront présenter les relations entre collectivités françaises, israéliennes

et palestiniennes.

(Le programme complet de cette journée est disponible sur le site Internet de Cités Unies France.)

ACTUALITÉS PROCHE ORIENT

Ban Ki-moon dénonce un "bouclage inacceptable" de Gaza

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné, dimanche 21 mars, à Gaza le blocus israélien contre la bande de Gaza, sur fond de violences meurtrières en Cisjordanie occupée. En 24 heures, en effet quatre Palestiniens ont été tués par balles par l'armée israélienne près de Naplouse dans le nord de la Cisjordanie, dont deux avaient tenté de poignarder un soldat selon l'armée. La présidence de l'Autorité palestinienne a accusé Israël de répondre aux efforts diplomatiques par "l'assassinat" de Palestiniens, et d'entraver la reprise du dialogue par sa politique de colonisation à Jérusalem-Est annexée.

Dans le même temps, une roquette lancée de Gaza a tué une personne en Israël.

(Source : Le Monde : 21/03/2010)

La colonisation des quartiers de Jerusalem Est se poursuit

Le vice-président américain est arrivé mardi 9 mars 2010 matin en Israël pour tenter de relancer le dialogue indirect entre Israéliens et Palestiniens, qui semblait déjà enlisé.

La décision d'Israël de construire 1 600 nouveaux logements dans un quartier de colonisation à Jérusalem-Est "sape la confiance nécessaire" au dialogue israélo-palestinien, devait regretté, le vice-président américain, Joe Biden, dans un communiqué publié à son arrivée à Jérusalem.

Par ailleurs, le gouvernement du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a annoncé la construction de seize cents nouveaux logements pour des colons juifs à Jérusalem, dans le quartier de Ramat Shlomo, une colonie juive dans le secteur oriental de la Ville sainte annexé par Israël lors de la guerre des Six-Jours en juin 1967 (annexion non reconnue par la communauté internationale).

(Source : Le monde : 3/3/2010)

Heurts à Jérusalem

La semaine du 15 mars a été marquée par de violents affrontements entre jeunes palestiniens et forces de l'ordre israéliennes. L'inauguration de la synagogue Hourva, lundi 15 mars, a en effet donné un nouvel élan aux protestations palestiniennes déclenchées par l'annonce du gouvernement israélien d'autoriser la construction de 1600 nouveaux logement dans un quartier de colonisation dans le secteur arabe de Jérusalem.

Mardi 16, les affrontements entre les deux parties dans la vieille ville de Jérusalem ont fait plusieurs dizaines de blessés dans les rangs des manifestants et une quinzaine dans ceux de la police.

En réaction et pour éviter de nouveaux affrontements, la police israélienne a été placée en état d'alerte et a renforcé ses effectifs dans la zone. Ainsi, au lendemain de cette « journée de colère », la décision a été prise d'interdire l'accès à l'esplanade des mosquées aux hommes de moins de 50 ans pendant plusieurs jours, réitérant cette interdiction pour le vendredi, Israël craignant de nouveaux heurts lors de la journée de prière.

(Sources : AFP, « Journée de colère à Jérusalem-est dans un climat de vive tension », 16 mars ; www.novelobs.com : « La police israélienne en alerte à Jérusalem-est », 19 mars)

ACTUALITÉS TURQUIE

Istanbul, capitale européenne de la culture en 2010

Istanbul est officiellement devenue la capitale européenne de la culture en 2010. L'agence Istanbul-2010, en charge de la mise en oeuvre du programme de capitale culturelle, a retenu 520 projets, les deux tiers liés à la mise en valeur du patrimoine historique, le tiers restant, soit environ 170, à des manifestations artistiques. Parmi les événements attendus figurent l'ouverture en juillet du "Musée de l'Innocence", conçu par le prix Nobel de Littérature Orhan Pamuk, l'exposition "De Byzance à Istanbul" (septembre-novembre), déjà présentée à Paris, le festival européen du théâtre universitaire (mai) ou encore un concert du groupe irlandais U2 (septembre).

CONFÉRENCE

« Des deux côtés de la Méditerranée : villes pilotes, villes durables » : 15 et 16 avril

La Plateforme Européenne des Villes Nouvelles (ENTP), le SAN de Marne-la-Vallée Val Maubuée et l'association Touiza Solidarité organisent, les 15 et 16 avril prochains, une conférence de réflexion sur les villes nouvelles du Nord et du Sud de la Méditerranée, leurs caractéristiques, défis et opportunités de coopération. Cette conférence, intitulée « Des deux côtés de la Méditerranée : villes pilotes, villes durables », réunira des praticiens et experts européens et nord-africains du développement urbain et de la coopération décentralisée afin d'échanger sur ces questions.

Cette conférence est organisée dans le cadre de la réunion de lancement du projet européen « De la Ville Pilote à la Ville Durable : Réinventer les Villes Nouvelles » regroupant des partenaires européens, algériens, marocains et égyptiens dans le cadre du programme CIUDAD ("Cooperation in Urban Development and Dialogue" - Coopération en matière

de développement urbain et dialogue) de la Commission européenne.

Contact :

Zoé Buyle-Bodin

ENTP - European New Towns Platform

Courriel : Assistant2@newtowns.net

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission (Maroc, Liban, Tunisie, Algérie)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPO)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Béatrice Zareczky Weinberg, chargée de mission (Turquie)

Courriel : b.zareczkyweinberg@cites-unies-france.org

CULTURE

Les premières rencontres sur la coopération internationale des collectivités et la culture, les 1^{er} et 2 juillet 2010, à Toulouse

Cités Unies France et la ville de Toulouse organisent les premières rencontres sur la coopération internationale des collectivités et la culture, les 1^{er} et 2 juillet 2010.

La culture, activité historique de la coopération décentralisée est un des thèmes fédérateurs du fait des projets qu'elle concerne – formation, éducation artistique, patrimoine, livre et lecture, art de la scène... – et des populations qu'elle touche au Nord comme au Sud. La mise en œuvre des coopérations culturelles s'inscrit dans la durée et participe de plus en plus au développement des territoires des collectivités partenaires.

Réunissant l'ensemble des acteurs engagés dans la coopération culturelle, cet événement alternera des tables rondes où seront redéfinis et présentés les grands concepts et les grandes évolutions liés à ces thématiques ainsi que des ateliers animés par des professionnels donnant des clés d'analyse et des outils pour mettre en œuvre des projets culturels internationaux.

Le programme définitif de cette manifestation sera prochainement disponible.

Cités Unies France signe une convention triennale (2010 -2012) avec l'Association nationale des Villes et Pays d'art et d'histoire et des Villes à secteurs sauvegardés et protégés (ANVPAH & VSSP)

L'ANVPAH & VSSP est une association de collectivités territoriales qui développe une expertise particulière en matière de patrimoine et d'urbanisme patrimonial. Au travers des compétences et savoir-faire des techniciens et élus de son réseau, et de ses partenaires, l'association mobilise les collectivités à l'échelle nationale et internationale, autour de la conservation, de la restauration et de la mise en valeur du patrimoine

Au regard des missions qui incombent à cette association et à Cités Unies France, il est apparu opportun de créer un partenariat pour développer des actions communes afin de mutualiser leurs connaissances en matière de coopération décentralisée et de pouvoir ainsi proposer aux collectivités territoriales, françaises et étrangères, une offre élargie en matière de conseil à la mise en œuvre de coopérations dans le domaine de la protection et de la mise en valeur du patrimoine culturel, urbain, rural et naturel, et de la formation des acteurs locaux de la coopération.

Contact :

Marylise Ortiz, directrice, ANVPAH & VSSP

Tel/Fax : +33 (0)5 59 59 56 31

Courriel : service@an-patrimoine.org

Sur Internet national : www.an-patrimoine.org

Site Internet international : www.an-patrimoine-echanges.org

La culture au cœur des relations méditerranéennes, le 28 avril, à Nice

L'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) avec le soutien du Sénat, de la Ville de Nice et de l'Assemblée Parlementaire de la Méditerranée, organise un colloque autour du thème de la culture au cœur des relations méditerranéennes qui se déroulera le mercredi 28 avril, au Centre Universitaire Méditerranéen, à Nice.

Cette initiative a pour objectif de stimuler le dialogue entre des personnalités de haut niveau : décideurs politiques et économiques, diplomates, hauts fonctionnaires, universitaires, journalistes.... Cette journée sera l'occasion de réunir des personnalités de toutes les rives de la Méditerranée afin qu'ils croisent leurs points de vue et leurs perceptions des enjeux et des atouts culturels des relations méditerranéennes.

Pour plus d'informations :

Laure Blaise-Lyon, chargée de mission
Courriel : culture@cites-unies-france.org

Président du groupe-thématique : Jean-Claude Mairal, conseiller municipal de Creuzier le Vieux, conseiller communautaire à Vichy Val d'Allier et secrétaire du Pays Vichy Auvergne

La Plate-forme coopération tourisme se structure : point d'informations

Depuis 2008, la Plate-forme se structure autour de la mise en réseau et l'interaction des initiatives de différents membres et partenaires et leur engagement financier.

En 2009, la Plate-forme a bénéficié de la convention CUF-Auvergne pour l'animation du secrétariat, de l'appui du ministère de la Culture et de la communication pour le fonctionnement, et de la sous-direction du tourisme pour la mobilisation d'expertise permettant de s'engager vers la réalisation de projets pilotes.

Dès le début, la Plate-forme a bénéficié de l'appui de la CNCD via la création d'un site Internet dédié, voué à devenir la fenêtre sur le monde des actions de la Plate-forme et de ses partenaires, ainsi que par l'édition de brochures de communication.

Cet engagement a vocation à rendre la Plate-forme opérationnelle et à promouvoir son identification comme un outil de partage d'informations et d'aide à la décision pour soutenir l'approche territoriale du tourisme.

La Plate-forme coopération tourisme ouvrira progressivement son site Internet aux collectivités territoriales inscrites au groupe thématique tourisme de Cités Unies France. L'enjeu est d'afficher un calendrier des événements nationaux et internationaux et de favoriser la mise en ligne d'articles et partages d'expériences relatives à la coopération et au tourisme pour appuyer une approche partagée des actions dans le domaine.

Le tourisme proposé comme thématique aux Assises sénégal-européennes 2010

Lors de la réunion du groupe pays Sénégal du 18 mars 2010, un des points de l'ordre du jour concernait la préparation des Assises sénégal-européennes, prévues pour fin 2010. Un travail en amont avait permis d'identifier le tourisme comme un sujet fédérateur et récurrent dans les initiatives existantes de coopération décentralisée.

Suite à l'intérêt montré par les collectivités présentes, la possibilité d'intégrer un atelier ou d'enrichir les ateliers proposés d'exemples de l'approche tourisme comme outil de développement est actuellement à l'étude par les autorités sénégalaises.

Par manque de temps, l'ensemble des problématiques liées à la démarche transversale du développement touristique n'a pu être développé, ainsi une note viendra compléter le compte-rendu de la réunion du groupe-pays. Les collectivités actives en matière de tourisme sur ce territoire sont invitées à échanger auprès de Cités Unies France.

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

ATELIER 1% ENERGIES

Les actes de l'Atelier 1% Energies du 6 novembre 2009, organisé par Cités Unies France et l'Arene Ile de France, sont téléchargeables à l'adresse suivante :

<http://www.arenidf.org/fr/Cooperation-decentralisee-30.html>

Dunkerque 2010 - 6^{ème} conférence européenne des villes durables

La Communauté urbaine de Dunkerque, son président Michel Delebarre, ainsi que la Campagne Européenne des Villes Durables (ESCT) vous invite à Dunkerque, du 19 au 21 mai 2010, pour la 6^{ème} Conférence Européenne des Villes Durables y accueillera les délégations de votre commune, municipalité ou région.

Séminaire de Platforma, le 12 mars 2010, à Bucarest

Le 12 mars dernier s'est tenu, à Bucarest, le quatrième séminaire de Platforma sur le thème « la coopération au développement dans les Etats membres de l'Union européenne depuis 2004 : le rôle des autorités locales et régionales ». En entrant dans l'Union européenne, ces Etats se sont engagés à atteindre en matière d'APD un objectif de 0,33% du RNB d'ici 2015. L'« UE des 12 » coopère principalement avec des régions comme l'Europe centrale et orientale, le Caucase ou l'Asie centrale. Les questions de la sensibilisation et l'éducation au développement ont également été abordées. Cités Unies France est intervenue pour présenter les résultats de l'étude menée avec l'Agence française du développement portant sur les autorités locales et l'Union européenne en matière de coopération au développement.

Le prochain séminaire de Platforma se tiendra en Andalousie, les 25 et 26 mai prochains sur le thème du développement durable.

RAPPEL : la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement, lancée en novembre 2008, et soutenue financièrement par la Commission européenne, a vocation :

- à faciliter la diffusion de l'information et des expériences,
- à coordonner la voix et les positions des autorités locales et régionales,
- à consolider le dialogue des autorités locales et régionales avec les institutions européennes, et en particulier avec la Commission européenne, et les ONG.

Elle regroupe une vingtaine de partenaires représentatifs des autorités locales et régionales, dont Cités Unies France. Le portage administratif et le secrétariat technique sont assurés par le CCRE.

Le dialogue de Palerme II ou « quadrilogue » : lancement officiel le 23 mars, à Bruxelles

Ne concernant d'abord que les ONG, ce dialogue a été lancé par Europeaid, en 2002, et a donné lieu au séminaire de Palerme en 2003. Il a permis de mieux structurer la relation entre les ONG et la Commission. En 2008, dans le contexte des nouveaux programmes communautaires et notamment le programme ANE-AL, du programme d'Accra, la Commission a lancé un nouveau dialogue baptisé Palerme II **dans lequel les autorités locales sont présentes pour la première fois.**

L'objectif général est d'augmenter l'efficacité des acteurs impliqués dans le développement (en cohérence avec le programme d'action d'Accra). Cet objectif sera atteint en :

- construisant un consensus sur les principales questions concernant le rôle des ANE et des AL dans le développement ;
- cherchant les façons d'améliorer la participation des ANE et AL à la politique et aux programmes européens de développement dans le but d'améliorer et de renforcer les partenariats et pour adapter les stratégies et modalités communautaires.

Le dialogue cherchera :

- à trouver un accord sur les principaux enjeux de l'implication des ANE et AL dans la politique européenne de développement ;
- à mieux définir le rôle et la plus-value des différentes catégories d'ANE et AL dans la coopération : soit par pays (UE ou partenaires) soit par secteurs ;
- à mieux définir le rôle de chacun des acteurs (ANE et AL) et la complémentarité des approches et des programmes pour arriver à des actions plus efficaces ;
- à identifier le rôle des acteurs européens (Commission, Etats membres et la société civile européenne) pour promouvoir un environnement favorable aux ANE et AL au niveau national ;
- à identifier les façons possibles d'adapter le mécanisme d'aide communautaire aux ANE et AL pour aller vers une utilisation plus stratégique de leur position.

Rencontre avec la présidente de la Commission DEVE du Parlement européen, Eva Joly

Cités Unies France a rencontré la présidente de la Commission, Eva Joly, à Strasbourg, pour échanger sur le rôles des autorités locales dans le développement. Madame Joly rencontrera les collectivités territoriales françaises pour une audition au courant du mois de juin.

Rapport du parlementaire Michael Cashman sur les OMD

En vue du Sommet des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement en septembre 2010, les institutions européennes préparent la position européenne. Pour la première fois, les autorités locales sont consultées sur ces documents au même titre que la société civile. Le député européen, Michael Cashman (RU), membre de la Commission DEVE, prépare un rapport intitulé « Progress towards the achievement of the Millennium Development Goals: mid-term review in preparation of the UN high-level meeting in September 2010 ». A ce titre, il a rencontré **le jeudi 4 mars, à Bruxelles**, les représentants de la société civile et les autorités locales européennes pour entendre leurs positions sur la revue des OMD. Cités Unies France, au nom de Platforma, a rappelé la volonté des autorités locales de voir la gouvernance locale reconnue comme un des objectifs du millénaire.

Programme ANE & AL - Appels à propositions décentralisés (Objectif Ia) : actions dans un pays partenaire

Dans le cadre du programme « acteurs non étatiques et autorités locales » 42 appels à propositions décentralisés sont attendus pour 2010 (Burundi, Cap Vert, République Dominicaine, Haïti, Côte d'Ivoire, Kenya, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, RCA, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Togo, Zambie, Zimbabwe, Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, El Salvador, Honduras, Nicaragua, Paraguay, Prou, Venezuela, Afghanistan, Cambodge, Indonésie, Kazakhstan, Laos, Philippines, Thaïlande, Vietnam, Arménie, Biélorussie, Géorgie, Jordanie, Liban, Maroc, Yémen).

Les derniers appels décentralisés in-country (budget 2009 et 2010) publiés concernent :

- Pérou : enveloppe : 2 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 5 avril
- Vanuatu : enveloppe : 250 000 euros - date limite de soumission des notes : 6 avril
- Côte d'Ivoire : enveloppe : 4,5 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 7 avril
- Pakistan : enveloppe : 3 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 12 avril
- Paraguay : enveloppe : 1,2 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 15 avril
- Guatemala : enveloppe : 2 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 19 avril
- Venezuela : enveloppe : 4,3 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 20 avril
- République Centre africaine : enveloppe : 4,5 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 20 avril
- Guyana : enveloppe : 1,4 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 26 avril
- Guinée : enveloppe : 2 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 26 avril
- Congo : enveloppe : 830 000 euros - date limite de soumission des notes : 5 avril
- Chine-Iran-Corée du Nord : enveloppe : 4,5 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 3 mai
- Yémen : enveloppe : 3,5 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 5 mai
- Zambie : enveloppe : 2,8 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 7 mai
- Samoa : enveloppe : 250 000 euros - date limite de soumission des notes : 17 mai
- Afghanistan : enveloppe : 3,9 millions d'euros - date limite de soumission des notes : 20 avril

La charte européenne pour la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale

Une personne a été recrutée au sein de Platforma. Elle s'occupera en particulier de la promotion et du suivi de la mise en oeuvre de la Charte européenne pour la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale. Initiée durant la Présidence française de l'Union européenne, **cette Charte vise à améliorer la cohérence, la complémentarité et l'efficacité** des interventions des différentes familles d'acteurs européens qui coopèrent au niveau local.

Pour plus d'informations :

<http://www.charte-coop-gouvernancelocale.eu> ou laurent.chaboy@ccre.org

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



Forum Urbain Mondial, Rio de Janeiro, du 22 au 26 mars

Le 5ème Forum Urbain Mondial, organisé par ONU Habitat, s'est tenu du 22 au 26 mars 2010, à Rio de Janeiro (Brésil), sur le thème « Droit à la ville, renforcer la cohésion urbaine ». Cités Unies France a participé à cet événement de portée internationale, qui cherche à répondre aux enjeux de l'urbanisation rapide du monde.

CGLU co-organisait, le 22 mars, la **table-ronde des maires**, tenue dans le cadre du Forum Mondial Urbain.

Près de 250 personnes ont assisté à l'événement et participé aux débats.

Augusto Barrera, maire de Quito et co-président de CGLU, a rappelé à cette occasion l'importance de définir les politiques publiques en concertation avec toutes les sphères de gouvernement, ainsi que de doter les autorités locales des moyens et compétences à même de satisfaire les besoins de nos concitoyens, si la communauté internationale souhaite réellement atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Il a, par ailleurs, invité ses collègues et les partenaires de CGLU à venir participer au **Sommet des Dirigeants Locaux et Régionaux** et 3^{ème} Congrès de CGLU, à Mexico City, du 17 au 20 novembre 2010.

Plusieurs Commissions de CGLU ont été activement impliquées dans l'organisation du Forum : inclusion sociale ; décentralisation et autonomie locale et Planification Urbaine.

A titre de rappel, le Forum Urbain Mondial est devenu l'organe consultatif des Nations Unies et la principale conférence internationale sur les thèmes de la ville et de l'urbanisation. Ce forum biennal constitue une plateforme d'échanges d'acteurs publics, privés et non-gouvernementaux, travaillant à l'amélioration des conditions de vie dans la cité.

L'Assemblée Electorale Panafricaine de CGLU, Abuja, Nigéria, 5 et 6 mars

L'Assemblée Electorale Panafricaine de CGLU qui s'est tenue à Abuja, Nigeria, les 5 et 6 mars, a élu une nouvelle direction pour la section africaine de l'Organisation Mondiale des Cités et Gouvernements Locaux Unis.

Rassemblant des représentants de 31 pays de toutes les sous-régions d'Afrique, l'Assemblée Electorale Panafricaine a élu 30 représentants au Conseil Panafricain, parmi lesquels 13 membres du Comité Exécutif. Cinq vice-présidents ont été élus par leurs caucus sous-régionaux respectifs : Fatahallah Oualalaou, maire de Rabat, Maroc ; Ibrahim Dakusi Jalo, président de l'Association de Gouvernements Locaux du Nigeria (ALGON) ; Muchadeyi Masunda, maire de Harare, Zimbabwe ; Hugues Ngouélondéle, maire de Brazzaville, République du Congo et Tarayia Kores, président de l'Association des Autorités Locales du Kenya (ALGAK). Ce dernier a été élu par l'Assemblée, par consensus, président de Cités et Gouvernements Locaux Afrique.

Dans leur déclaration, les présidents d'associations de collectivités locales et maires du continent africain, recommandent, entre autres, au Comité Exécutif d'entreprendre toute

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS (CGLU)



démarche utile en faveur de l'unification totale du mouvement municipal africain et de convoquer sa prochaine réunion au siège de l'Institution à Rabat.

Charles Josselin, membre du bureau exécutif de CGLU, a participé à l'assemblée en tant que membre du « Groupe des Sages de CGLU pour l'Afrique », avec son collègue, Richard Kemp, conseiller municipal de Liverpool.

Texte intégral de la déclaration sur le site :

<http://www.cities-localgovernments.org/news.asp>

ÉDUCATION EU DÉVELOPPEMENT ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Sortie de l'ouvrage CUF-EDUCASOL : « L'éducation au développement et à la solidarité internationale – Manuel à destination des collectivités territoriales » vient enfin de paraître !

Ce manuel est le fruit d'une collaboration, depuis plus de deux ans maintenant, entre EDUCASOL, la plate-forme d'Education au développement et à la Solidarité internationale, et Cités Unies France.

Il détaille différentes manières, pour une collectivité, d'investir le champ de l'éducation au développement, avec des associations ou d'autres acteurs. Il s'agit par là de sensibiliser un public – tout public – aux inégalités entre le Nord et le Sud et de montrer que le monde est « interlié ». Une façon, aussi, d'ancrer sa coopération décentralisée dans le territoire, localement, ici en France.

DÉVELOPPEMENT

Parution de l'ouvrage « Notre maison brûle au Sud. Que peut faire l'aide au développement » de Serge Michailof, ancien directeur de la Banque mondiale, Edition Fayard, qui revient largement sur l'aide au développement française.

Parcs naturels régionaux de France et coopération décentralisée

L'Agence française de Développement et la Fédération des Parcs naturels régionaux de France ont édité un document de capitalisation sur la coopération décentralisée, les Parcs naturels régionaux et l'AfD.

Il s'agit de la collection de l'AfD, « Savoirs communs » n°8, téléchargeable sur le site : www.afd.fr

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission
Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

La France se dote d'une stratégie pour la Coopération au développement

Conformément aux vœux du dernier CICID (comité interministériel pour la Coopération internationale et le Développement) en juin 2009, le ministère des Affaires étrangères et européennes coordonne en ce moment une démarche de consultation interministérielle et de ses partenaires non gouvernementaux, pour aboutir en juin prochain à l'adoption d'une vraie stratégie, à 5 ou 10 ans, pour la Coopération au développement. Un exercice particulièrement suivi par les ONG, mais aussi par Cités Unies France.

L'Agence française de Développement et Cités Unies France signent un accord de partenariat renforcé

Le jeudi 18 mars, Jean-Michel Severino, directeur général de l'Agence française de Développement et Charles Josselin, président de Cités Unies France ont signé un accord de partenariat renforcé.

Il s'agissait du renouvellement d'un accord qui, depuis janvier 2006, avait permis, entre autres, l'édition de plusieurs guides destinés aux collectivités françaises (« Les Partenariats AFD - Collectivités Locales françaises - guide méthodologique » ; « SEM et coopération internationale », Fédération des EPL - CUF - AFD, guide pratique) ; la mise en place de partenariats entre l'AFD et des collectivités territoriales adhérentes, ainsi que la réalisation de l'étude « Les autorités locales et l'Union européenne, en matière de coopération au développement », menée par CUF sur commande de l'AFD. Cette étude représentant la première étape d'un travail pour un meilleur accès des collectivités territoriales françaises et leurs partenaires du Sud aux financements européens et multilatéraux.

Le nouvel accord de partenariat, d'une durée de 3 ans, visera à favoriser l'accès des collectivités territoriales françaises et leurs homologues du Sud aux financements européens et multilatéraux ; à encourager voire structurer les coopérations entre l'AFD et les collectivités locales françaises, à approfondir les relations entre l'AFD et CUF, sur le thème de la coopération décentralisée et à construire un dialogue avec les collectivités territoriales, en vue de renforcer la connaissance, l'appropriation et l'adhésion des citoyens français à l'effort d'aide au développement.

L'accord de partenariat est téléchargeable sur le site de Cités Unies France.

Voir aussi le site Internet de l'AFD :

http://www.afd.fr/jahia/Jahia/home/Cooperation_decentralisee

L'organisation territoriale française expliquée à vos partenaires étrangers...

Cités Unies France a rédigé une présentation succincte de l'organisation territoriale française, régulièrement tenue à jour, disponible en française, anglais et japonais.

Les adhérents peuvent s'en procurer sur simple demande à leur interlocuteur(trice) dans l'équipe de CUF.

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du bureau exécutif de Cités Unies France	CUF	7 avril (matin)	CUF
Réunion du groupe-pays Niger	CUF	8 avril	CUF
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	Siège de CUF	9 avril	CUF
Atelier international : "Patrimoine urbain en Méditerranée : Développement économique et social"	Arles	22 - 23 avril	Ville d'Arles
Réunion sur l'implication des collectivités territoriales dans le futur Programme Concerté Maroc	CUF	26 avril (matin)	CUF/PCM/ Solidarité Laique
Bureau exécutif et Assemblée générale extraordinaire de CGLU	Chicago	26 - 28 avril	CGLU
Colloque : « la culture au cœur des relations méditerranéennes »	Nice	28 avril	IRIS
Cinquième réunion du Comité de pilotage français des Deuxièmes rencontres franco-japonaises, à Kanazawa	Paris MAEE	28 avril	Comité de pilotage
Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée	Barcelone	2 - 3 mai	Commission Méditerranée de CGLU
Journée Madagascar en coopération avec pS-Eau	Siège de CUF	4 mai	CUF/pS-Eau
Réunion du groupe-pays Bénin	Siège de CUF	5 mai (matin)	CUF
Réunion conjointe du groupe-pays Brésil et du groupe-pays Amérique du Sud, Amérique Centrale, Mexique et Cuba	AFD	5 mai	CUF/AFD
2 ^{ème} Forum entre les gouvernements locaux de l'Union européenne et d'Amérique latine et des Caraïbes	Vitória-Gasteiz (Espagne)	5 - 7 mai	Fédération Espagnole des Municipalités et Provinces (FEMP)
Deuxièmes rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	Kanazawa (Japon)	12 - 13 mai	Comité de pilotage
Volontariat et coopération décentralisée	Paris (à confirmer)	19 mai	CUF/France Volontaires

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France (www.cites-unies-france.org)

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Mauritanie	Paris	20 mai	CUF
Réunion du groupe-pays Liban	<i>A préciser</i>	20 mai (matin)	CUF
Séminaire de Plateforma « Le changement climatique et la coopération au développement : les solutions locales innovantes »	Andalousie	25 et 26 mai	Platforma
Deuxième FALP, pour des métropoles solidaires	Getafe (Espagne)	10 - 11 juin	Commission Inclusion sociale de CGLU
3 ^{èmes} rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise	Nanjing	18 - 20 juin	Comité de pilotage
Premières rencontres sur la coopération internationale des collectivités et la culture	Toulouse	1 ^{er} - 2 juillet	CUF/Ville de Toulouse
Forum « Coopération internationale des collectivités territoriales » / Assemblée générale de CUF	Palais des Congrès, Paris	5 - 6 juillet	CUF/ICIC
Université d'été du CRID (collectif d'ONG)	Pessac (33)	7 - 10 juillet	CRID/ partenaires
Assises de la coopération décentralisée franco-arméniennes	Erevan	7 - 8 octobre	MAEE/ Ambassade de France à Erevan/ Grand Lyon
Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne	Haiphong	5 - 6 novembre	Comité de pilotage
Sommet des Dirigeants Locaux et Régionaux et 3 ^{ème} Congrès mondial de CGLU	Ville de Mexico	17 - 20 novembre	Cités et Gouvernement locaux
Premier Forum franco-russe des collectivités territoriales	Strasbourg	26 - 27 novembre	Comité de pilotage

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 euros

- Dossier pays POLOGNE (édition - décembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE (édition - décembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHÈQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE (à paraître 2010)
- Dossier pays INDE (à paraître 2010)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays TURQUIE (2008)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAEL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006) (épuisé - nouvelle édition à paraître en 2010)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays HAÏTI (à paraître en 2010)
- Dossier pays SÉNÉGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE (2008)
- Dossier pays MALI (première édition 2009)
- Dossier pays TOGO (première édition 2009)
- Dossier pays BÉNIN (à paraître en 2010)
- Dossier pays BURKINA FASO (à paraître en 2010)
- Dossier pays NIGER (à paraître en 2010)
- Dossier pays CAMEROUN (à paraître en 2010)
- Dossier pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître en 2010)

RÉPERTOIRES DES PARTENARIATS DE LA COOPERATION DÉCENTRALISÉE : 15,00 euros

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains (France - Etats-Unis)
- franco-américains (en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabé
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens
- franco-camerounais

COLLECTION « RÉFLEXIONS » : 15,00 euros

NOUVEAU !

- **L'éducation au développement et à la solidarité internationale** (CUF-Educasol - mars 2010)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)

COLLECTION « RÉFÉRENCE » : 25,00 euros

NOUVEAU !

- **Coopération décentralisée et alimentation en Afrique** (CUF-CFSI - mars 2010)
- **Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international** (novembre 2009)
- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée (deuxième édition - décembre 2008)

COLLECTION « GROUPE-PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

OUVRAGES HORS COLLECTION

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D (2005)
15 euros
 - L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée
10 euros
 - Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique - 2 volumes (2000)
10 euros
 - Accompagner les collectivités territoriales du Sud dans la gouvernance de leur territoire : Comment la coopération décentralisée peut-elle renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des collectivités partenaires ? *Rapport complet* en partenariat avec F3E et PAD Maroc (2009)
10 euros
 - Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan - 2009)
22 euros
 - **Cahiers de la coopération décentralisée**
L'action internationale des collectivités locales - n° 1 - juin 2009
30 euros (15 euros pour les adhérents de CUE)
- PROMOTION !**
- Dossier pays PALESTINE + DVD
« Voter en Palestine » - 35 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom :
Prénom :
Fonction :
Collectivité :
Adresse :
CP : Ville :
Tél. : Fax :
Courriel :

Je joins un chèque de euros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi - 5 euros pour l'étranger

Pour plus d'informations, merci de contacter :
Katarina FOTIC, responsable des publications
Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site Internet de Cités Unies France :
www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org